

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE



Septembre 2010

SOMMAIRE

Editorial	2
Interview du mois	3
Afrique	5
Amérique latine et Caraïbes	13
Asie	17
Europe	20
Méditerranée	24
Tourisme responsable	29
Institutions européennes	31
CGLU	32
Etudes	33
Actualités	34
Agenda	37
Publications	40

FONDS D'URGENCE POUR LE PAKISTAN :

Cités Unies France ouvre un fonds de solidarité
des collectivités locales françaises

pour le Pakistan
(tous les détails en page 17)

La première édition du Forum de l'action internationale des collectivités territoriales, tenue en même temps que l'assemblée générale de Cités Unies France, a été un grand succès. Près de 1 000 personnes ont participé, pendant deux jours, aux 19 ateliers et plénières qui se sont tenus au Palais des Congrès de Paris.

La Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) a tenu sa réunion annuelle lors de ce Forum sous la présidence de deux ministres, Bernard Kouchner et Anne-Marie Idrac.

Cette réussite est celle des collectivités adhérentes, de l'équipe de Cités Unies France et, bien sûr, de l'Institut pour la Coopération Internationale des Collectivités (ICIC) qui a été l'outil indispensable dans la gestion de l'ensemble.

Le ministère des Affaires étrangères et européennes, représenté par la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales, dirigée par Antoine Joly, ainsi que l'Agence française de développement (AFD), représentée par le président de son conseil d'administration, Pierre-André Périssol, par Robert de la Rochefoucauld et plusieurs de ses collègues, ont grandement contribué à l'événement, ainsi que la Caisse des Dépôts.

Il est vraisemblable que nous reconduirons cet événement en juillet prochain. Il apparaît, en effet, qu'il répond à une réelle demande au moment où, malgré les difficultés budgétaires, la coopération décentralisée devient une composante majeure de la vie des collectivités territoriales.

Coordination de la coopération décentralisée : l'expérience de l'Oriental au Maroc

Interview d'**Abderrahim El Khantour**, responsable du pôle Relations internationales et coopération décentralisée du Conseil régional de Champagne-Ardenne

Cités Unies France : Pouvez-vous nous présenter le réseau mis en place dans la Région de l'Oriental, ainsi que vos motivations ?

Abderrahim El Khantour : La plateforme des collectivités œuvrant dans la Région de l'Oriental du Maroc a été initiée tout d'abord sur la base d'une volonté politique commune des dirigeants locaux français et marocains. Cette démarche est une action pilote dans le domaine de la coopération décentralisée franco-marocaine et a été saluée comme telle lors des assises qui se sont tenues à Agadir en février 2009. En effet, face à la démultiplication des coopérations internationales sur le territoire de l'Oriental, il s'est avéré nécessaire de coordonner nos actions pour plus de cohérence, de lisibilité et par conséquent plus d'efficacité. Partant de ce constat, la Région Champagne-Ardenne et d'autres collectivités françaises (Lille, Aix en Provence, Conseil général de Seine Saint-Denis et Stains), en concertation avec nos partenaires marocains de l'Oriental, ont décidé d'élaborer une charte de bonne pratique. Cette charte a été signée le 28 septembre 2008, à Oujda, et adopte les principes de dialogue permanent, d'échange d'informations, de concertation, de mutualisation de moyens, de capitalisation des expériences et le montage de projets en commun ...

La mise en place de ce réseau s'inscrit pleinement dans la dynamique du développement territorial de l'Oriental et dans le renforcement des relations entre les collectivités euro-méditerranéennes.

Enfin, l'animation constituant un élément fondamental dans la vie d'un réseau, cette tâche est assurée localement par l'Agence Régionale de Coopération et Développement de Champagne-Ardenne (ARCOD-CA), opérateur de la Région au Maroc.

CUF : Quel en est le retour pour votre coopération décentralisée ? Et pour vos partenaires marocains ?

A. El Khantour : Il faut rappeler que la mise en place d'un tel réseau n'est pas une chose aisée et que ce n'est pas non plus la clé magique qui règle toutes les difficultés liées au secteur de la coopération décentralisée. Néanmoins, cette démarche volontariste et fédérative nous permet de mieux se connaître entre nous d'une part et, d'autre part, de créer une véritable dynamique partenariale sur l'ensemble du territoire de l'Oriental. De plus, toutes les initiatives prises à ce jour, nous ont permis d'inscrire notre action dans un esprit d'ouverture et de complémentarité multi-acteurs avec une meilleure coordination.

CUF : Concrètement, qu'avez-vous mené dans ce cadre ? Et quelles sont les perspectives ?

A. El Khantour : Les activités du réseau ont commencé avant même la signature de la charte, en 2008. Dès 2006, une 1^{ère} réunion préliminaire inter-collectivités franco-marocaines a

eu lieu à Oujda afin de définir les objectifs de ce réseau. A cette occasion, une journée d'information a été également organisée en ce qui concerne le Programme d'Appui à la Décentralisation (PAD-Maroc). En février 2007, une centaine d'associations françaises et marocaines, issues des territoires qui coopèrent dans l'Oriental, étaient réunies pour préparer des actions communes. En 2008, une 3^{ème} rencontre, plus ambitieuse que les précédentes, a été organisée en associant des autorités locales et des membres de la société civile d'Allemagne, de Belgique, d'Espagne, d'Italie et des Pays-Bas. Lors de cette rencontre, outre la signature de la charte, un séminaire de travail a également été proposé sur les thématiques suivantes : l'économie de la connaissance - l'eau, bien commun, lien social - développement humain et développement des territoires. En novembre 2009, une 4^{ème} rencontre a été organisée à Châlons en Champagne à l'occasion de la signature de la convention de partenariat entre la Région Champagne-Ardenne et le PUND concernant les TIC dans l'Oriental. Ont pris part à cette manifestation les villes d'Oujda, Figuig, Ahfir, Saïdia, la Région de l'Oriental, l'Agence de développement de l'Oriental côté marocain et côté français, le Conseil général de Seine Saint-Denis, les villes de Lille, Aix en Provence et Stains ainsi que deux communes belges Forest et Molenbeek. Lors de cette réunion les deux villes belges ont également manifesté leur volonté d'adhérer à ce réseau, impliquant alors son évolution vers une plateforme euro-marocaine.

D'un point de vue opérationnel, nous avons déposé un projet relatif à l'économie social et solidaire dans le cadre de l'appel à projet européen (AEOLE) avec la ville de Lille en partenariat avec la Région de l'Oriental, les villes d'Oujda, Saint Louis au Sénégal et Tombouctou au Mali.

En conclusion, cette mise en réseau au sein de la Région de l'Oriental du Maroc sort de sa phase embryonnaire et va rentrer dans un stade plus opérationnel. Aujourd'hui, une chose est certaine, cette plateforme ouverte et volontaire répond à un réel besoin des acteurs de la coopération des deux rives de la méditerranée.

Abderrahim El Khantour est responsable du pôle Relations internationales et coopération décentralisée du Conseil régional de Champagne-Ardenne. La Région s'est beaucoup impliquée dans la constitution et l'animation du Réseau des coopérations décentralisées œuvrant dans l'Oriental, au Maroc.

Le cinquantenaire des indépendances africaines

Cette année marque le cinquantenaire de l'accession à la souveraineté de plusieurs pays africains. La majorité des pays francophones d'Afrique subsaharienne et plusieurs pays anglophones ont accédé à l'indépendance en 1960.

Le Cameroun a donné le coup d'envoi le 1er janvier, suivi du Sénégal (4 avril) et du Togo (27 avril). Ont suivi la République démocratique du Congo (30 juin), le Bénin (1^{er} août), le Niger (3 août), le Burkina Faso (5 août), la Côte d'Ivoire (7 août), le Tchad (11 août), la République centrafricaine (13 août) et le Gabon (17 août). Pour le Nigéria, ce sera le 1^{er} octobre.

AL QAÏDA AU MAGHREB

Mort de Michel Germaneau

Le président de la République, Nicolas Sarkozy, a confirmé lundi 26 juillet la mort de l'otage français, Michel Germaneau, dont l'exécution avait été annoncée dimanche par le groupe al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

Le 25 juillet, dans un enregistrement diffusé par la chaîne Al Jazira, l'organisation al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) avait affirmé avoir « exécuté » l'otage français en représailles au raid franco-mauritanien, mené le 22 juillet, dans lequel six membres de l'organisation ont été tués.

Michel Germaneau était allé voir le fonctionnement d'une école ouverte en 2009 par Enmilal dans le village d'In-Abangharet, au nord du Niger. C'est en quittant cette localité qu'il s'est fait enlever, le 19 avril 2010.

Durant sa carrière, le Français avait travaillé pour diverses entreprises en tant qu'ingénieur électronicien. « Il a beaucoup voyagé, à Mururoa en Polynésie française, mais également au Brésil, au Gabon. Il a notamment participé à la construction du train transgabonais », a indiqué Pierre Duprat, l'un de ses amis de longue date.

(Source : <http://fr.allafrica.com/stories/201007261237.html> - 26 juillet 2010)

Recommandations pour les collectivités

L'Etat français recommande aux collectivités, comités de jumelage et associations qui se rendent au Mali, en Mauritanie, au Burkina Faso et au Niger :

- de prendre connaissance préalablement à leur départ des conseils aux voyageurs, disponibles sur le site du ministère des Affaires étrangères et européennes,
- d'informer l'Ambassade de France de leurs dates, lieux et contacts durant le séjour.

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint-Germès Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Prochaine réunion du groupe-pays Bénin, le 27 septembre 2010

Une réunion du groupe-pays Bénin va être organisée le 27 septembre prochain pour préparer les modalités de la participation des collectivités territoriales françaises à cette rencontre et faire un point sur l'actualité des partenariats.

Le compte-rendu de la dernière réunion du groupe pays Bénin qui s'est déroulée le 5 mai 2010 est en ligne sur le site Internet de Cités Unies France.

La ville d'Albi (Tarn), partenaire d'Abomey, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO

La cité épiscopale d'Albi a été inscrite par l'Unesco sur sa liste du patrimoine mondial, devenant ainsi le 34e site français classé par l'organisation.

La cité épiscopale s'étend sur quatre quartiers d'origine médiévale d'Albi, surnommée la « ville rouge » en raison de la couleur des briques de la cathédrale et du centre historique.

Cités Unies France se réjouit particulièrement de cette reconnaissance pour une collectivité qui avait initié, en 2004, un partenariat de coopération décentralisée avec la ville d'Abomey, au Bénin, elle aussi inscrite au patrimoine mondial.

ACTUALITÉS BURKINA FASO

Inondations dans les régions Est et Centre Nord

Les régions Est et Centre Nord du Burkina Faso ont été frappées de pluies diluviennes. L'information a été donnée à l'AFP par le gouverneur de l'Est, Kilimité Théodore Hien. Il a aussi affirmé qu'un village, celui de Koala, reste coupé du monde, l'unique route étant « toujours impraticable ».

Un premier bilan annoncé samedi dernier faisait état d'un mort et de 26 000 sinistrés. Des membres du gouvernement se sont rendus sur les lieux le dimanche 25 juillet, pour constater de visu l'ampleur des dégâts causés par les fortes pluies. La délégation, constituée des ministres de l'Administration territoriale, de l'Action sociale, de l'Urbanisme, et de celui en charge de l'Agriculture, était accompagnée par la présidente de la Croix Rouge burkinabè.

(Source : <http://fr.allafrica.com/stories/201007270356.html> - 26 juillet 2010)

ACTUALITÉS GUINEE

Présidentielle en Guinée : le second tour fixé au 19 septembre 2010

Après des semaines d'attente, la date du second tour de l'élection présidentielle en Guinée a été annoncée ce lundi 9 août 2010. Il aura finalement lieu le 19 septembre 2010 soit près de trois mois après le premier tour du 27 juin dernier. La campagne peut donc reprendre pour les deux candidats qualifiés pour ce scrutin. Il s'agit de l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo et de l'opposant historique Alpha Condé.

C'est au sortir d'une rencontre élargie, qui a regroupé le président de la transition Sékouba Konaté entouré de ses plus proches collaborateurs, le ministre de l'Administration du territoire et des Affaires politiques, le Conseil national de transition, la commission électorale et les deux candidats, que cette date a été fixée.

Sékouba Konaté a reçu tour à tour ce beau monde en sa résidence officielle au bord de l'Atlantique dans la presqu'île de Kaloum. Selon une source proche du palais présidentiel, le président guinéen a d'abord écouté avant de prodiguer des conseils à ses interlocuteurs mettant chacun d'eux face à « ses responsabilités historiques », dira-t-il avant de valider la date du 19 septembre proposé par la CENI.

(Source : <http://www.rfi.fr/afrique/20100809-presidentielle-guinee-le-second-tour-fixe-19-septembre-2010> - 9 août 2010)

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, vice-président du conseil général de l'Eure

MADAGASCAR AU FORUM

Dans le cadre du Forum pour la coopération internationale des collectivités locales, les membres du groupe-pays Madagascar se sont réunis le lundi 5 juillet 2010.

Cette réunion a été l'occasion d'accueillir Anjara Manantsara, directrice générale de la décentralisation au ministère de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation, et Florian Marchadour, chargé de mission coopération décentralisée à l'Ambassade de France et détaché au ministère malgache de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation. Ils ont présenté les grandes orientations de la politique de décentralisation malgache actuelle et leur incidence sur la coopération décentralisée. Ils sont également revenus sur les conclusions dressées par le récent atelier de la coopération décentralisée tenu fin mai, à Madagascar.

Dans un deuxième temps, Cédric Baecher, chargé de mission à la fondation Veolia Environnement, a exposé les initiatives que mène sa fondation à Madagascar et notamment le programme d'actions SANEA dans les domaines de l'environnement et de la santé.

Documents téléchargeables sur le site Internet de Cités Unies France (<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1035>) :

- le compte-rendu de l'atelier du groupe-pays Madagascar du 5 juillet,
- les recommandations suite à l'atelier de la coopération décentralisée, organisé les 25 et 26 mai 2010 par le ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation à Madagascar,
- la note de présentation de la Fondation Veolia Environnement,
- la plaquette de présentation de la décentralisation à Madagascar.

ACTUALITÉS MADAGASCAR

La crise malgache : Solution à la crise : la société civile rassemblée pour conduire la médiation

La Coordination nationale des organisations de la société civile (CNOSC) a officialisé sa naissance ce vendredi 23 juillet à l'espace Astauria à Antanimena. La CNOSC regroupe pour l'instant donc, l'Alliance des OSC, la Coalition des OSC, le KMF-CNOE et il appelle encore les autres OSC à étoffer ses rangs. Ses deux grands objectifs sont d'une part la conduite de la médiation pour la sortie de crise et d'autre part, la préparation des travaux de réflexions pour la refondation dans le cadre de l'avènement de la 4^e République.

Dépassant les divergences et les esprits partisans, les OSC ont finalement trouvé des termes de référence et le consensus au nom de l'intérêt supérieur de la nation. Reste à savoir si la CNOSC est en mesure de mettre en place un organe ou un dispositif ayant force exécutoire. Car il faut admettre que le contrat de partenariat qui instaure les deux organes et définit les missions des deux organes exécutifs (le groupe national indépendant en charge de la médiation ou GNIM et l'Union des OSC pour les initiatives, actions et réflexions ayant trait aux démarches et procédures en vue de la refondation et l'avènement de 4^e République), ne fait pas allusion à ce volet.

(Source : <http://www.madagascar-tribune.com/La-societe-civile-rassemblee-pour,14424.html> - 24/07/2010)

MAURITANIE

Président du groupe-pays : Michel Sapin, député-maire d'Argenton-sur-Creuse

Réunion du groupe-pays Mauritanie

Le groupe-pays Mauritanie s'est retrouvé le 20 mai, pour une journée d'échange autour de la décentralisation et de la culture. Le compte-rendu des échanges issus de cette réunion est téléchargeable sur le site Internet de Cités Unies France (<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1046>).

ACTUALITÉS MAURITANIE

Menace de famine

Au moins 300 000 personnes vivant dans les zones désertiques du centre-est et du sud-est de la Mauritanie sont menacées de famine, révèle le Bureau pour l'Action humanitaire des Nations unies. Au total, 10 millions de personnes sont menacées par la famine dans les pays du Sahel (Niger, Mali, Tchad, Mauritanie, Burkina Faso...).

L'ONU a lancé, à cet effet, un appel à la communauté internationale pour organiser une réaction collective et accroître les dons. La malnutrition des enfants est également chronique dans plusieurs zones de ces différents Etats.

(Source : <http://www.afriquejet.com/afrique-du-nord/mauritanie/mauritanie:-300.000-personnes-sous-la-menace-de-la-famine-2010072153186.html> - 21/07/2010)

Le Président Aziz rencontre le chef de l'opposition

Le président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, a reçu en audience, le chef de file de l'opposition, Ahmed Ould Daddah, président du Rassemblement des forces démocratiques (RFD), a appris la PANA de sources officielles.

C'est la première rencontre entre les deux personnalités depuis l'élection présidentielle du 18 juillet 2009, dont les résultats ont été contestés par les principaux candidats de l'opposition. Outre le dialogue politique interne, les deux hommes ont discuté de divers problèmes du pays en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations.

(Source : <http://www.afriquejet.com/afrique-du-nord/mauritanie/mauritanie:-rencontre-president-aziz-et-le-chef-de-l%27opposition-2010072653493.html> - 26/07/2010)

ACTUALITÉS NIGER

Sécurité alimentaire

Les Nations unies ont octroyé, le 20 août, au Niger 15 millions de dollars (7,7 milliards FCFA) supplémentaires pour combattre la famine dans ce pays sahélien en proie à une grave crise alimentaire. Ces fonds permettront au Programme alimentaire mondial (PAM) « d'enrayer la détérioration de la situation alimentaire et nutritionnelle » du Niger, indique un communiqué de l'ONU transmis à l'AFP. Le Niger connaît actuellement une grave crise alimentaire, en raison d'un important déficit de vivres à l'issue d'une campagne 2009 marquée par la sécheresse. Selon l'ONU, plus de 7 millions de Nigériens - près de la moitié de la population - sont en état d'insécurité alimentaire sur les quelque 10 millions de personnes touchés dans le Sahel. Entre 2009 et 2010, la prévalence de la malnutrition des enfants est passée de 12,3% à 16,7% et en moyenne 6 000 enfants sont admis chaque semaine dans les centres de traitement de la malnutrition, précise l'organisation. Début août, le PAM a lancé une opération d'urgence, menée conjointement avec le gouvernement du Niger et les partenaires humanitaires, visant à assister plus de 7.8 millions de personnes jusqu'à la fin de

l'année 2010. D'après l'ONU, en 2010, le Niger a reçu un total de 35 millions de dollars (plus de 17,9 milliards FCFA) pour assister les populations affectées par la crise alimentaire, nutritionnelle et pastorale.

(Source : <http://www.izf.net/pages/actualite-politique-et-economique-du-niger/3180> - 20 août 2010)

SENEGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille et conseillère communautaire de Lille Métropole Communauté urbaine

Préparation des assises sénégal-européennes

Les assises sénégal-européennes de la coopération décentralisée sont désormais définitivement fixées aux **4 et 5 novembre 2010, à Dakar**. Un arrêté portant création du Comité de pilotage de préparation et d'organisation de ces assises a été pris par le Ministère en charge de la coopération décentralisée début juillet 2010. Ce comité devrait prochainement valider une note d'orientation et un programme prévisionnel pour cet événement.

Ainsi, pour permettre d'échanger et de recueillir les différentes suggestions quant à la participation des collectivités françaises aux différents ateliers thématiques proposés dans ces documents, une réunion du groupe-pays spécifiquement dédiée aux assises se tiendra, à Cités Unies France, le 3 septembre à 14h30.

Les collectivités qui ne pourraient être présentes lors de cette réunion, sont invitées à faire part de leurs suggestions par courriel.

Enfin, vous trouverez en ligne le compte-rendu de la dernière réunion du groupe-pays Sénégal du 18 mars 2010.

ACTUALITÉS AFRIQUE DES GRANDS LACS

BURUNDI : Victoire du parti au pouvoir aux élections législatives

Le parti au pouvoir au Burundi a remporté largement les législatives du 23 juillet 2010 boycottées par l'opposition avec 81 des 106 sièges de la nouvelle Assemblée nationale, a annoncé la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Le retrait de l'opposition burundaise du processus électoral a ouvert un très large boulevard au CNDD-FDD, parti au pouvoir dans le pays. Il rafle ainsi 81 sièges sur les 106 que compte l'Assemblée nationale, ce qui le situe très loin devant le principal parti tutsi, l'Uprona, qui obtient 17 sièges, et le Frodebu nyakuri iragi rya Ndayaye qui, lui, a 5 sièges.

Ce 28 juillet 2010, le marathon électoral se poursuit avec l'élection des sénateurs, un scrutin sans grand enjeu puisqu'une grande partie de l'opposition continue de boycotter le processus électoral.

La partie est toutefois jouée d'avance, le CNDD-FDD devrait remporter presque tous les sièges de ce scrutin universel indirect où les conseillers communaux, élus par la population au mois de mai, constituent le collège électoral.

(Source : RFI : <http://fr.allafrica.com/stories/201007280279.html> - 28 Juillet 2010)

RWANDA : Présidentielle : un résultat sans surprise

La campagne pour l'élection présidentielle du 9 août au Rwanda, où le président sortant, Paul Kagame, est donné très largement favori, a débuté (le) 20 juillet dans un climat tendu après une série d'attentats, d'arrestations, de mises en gardes sur des menaces de « coup d'Etat » ainsi que de meurtres d'un dirigeant de l'opposition et d'un journaliste, a constaté l'AFP.

(Source : <http://fr.allafrica.com/stories/201007210422.html> - 21/07/2010)

UNION EUROPEENE ET PAYS ACP : L'Europe revoit sa politique de coopération

L'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ont signé mardi à Ouagadougou la version révisée de leur accord de coopération dit de Cotonou, qui vise notamment à améliorer l'efficacité de l'aide au développement.

Le texte vise à "réduire et à terme à éradiquer la pauvreté" dans les 79 pays ACP en améliorant l'efficacité de l'aide. Il vise également la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et la coopération contre le changement climatique. Signé en 2000, l'accord est révisé tous les cinq ans. Les pays ACP ont toutefois regretté de ne pas avoir obtenu d'engagements chiffrés de l'UE pour le financement de l'accord. Lancées en 2002, les négociations sur les APE piétinent, notamment car les pays africains craignent que l'ouverture des marchés ne fragilise leurs économies. Enfin, faute d'accord, le point sur la réadmission dans leur pays d'origine des migrants en situation irrégulière a été renvoyé à d'autres négociations en 2011. Les ACP estiment qu'il appartient aux Etats, "à titre individuel, de négocier et traiter cette question au plan bilatéral".

(Source : <http://www.izf.net/pages/actualite-politique-et-economique-du-burkina-faso/3172> - 22/06/2010)

UNION AFRICAINE : La guerre en Somalie et la santé des mères 2 000 soldats supplémentaires pour la force panafricaine en Somalie

Les chefs d'Etat de l'Union Africaine, réunis à Kampala (du 19 juillet au 27 août), vont renforcer la force de maintien de la paix présente en Somalie. Avec davantage de soldats et un mandat plus offensif, ils espèrent repousser les islamistes Shebab, auteurs de meurtriers attentats récemment en Ouganda.

Les chefs d'Etat de l'Union Africaine ont entériné l'envoi de 2 000 soldats en renfort des 6 000 que compte sa Mission de l'Union Africaine en Somalie (Amisom) chargée aujourd'hui de repousser les assauts des islamistes. « Nous sommes désormais dans une situation dans laquelle tous les Africains ont compris l'urgence de la situation », a estimé le ministre éthiopien des Affaires étrangères Seyoum Mesf.

(Source : <http://www.afrik.com/article20436.html> - 27 Juillet 2010)

La mortalité en couche

Les chefs d'Etat présents ont abordé les enjeux liés à la santé maternelle néonatale et au développement en Afrique, le thème central du sommet, estompé par les discussions sur la Somalie.

Selon les chiffres combinés de l'OMS et de l'Unicef, plusieurs milliers de femmes au Sud du Sahara meurent de complications liées à la grossesse et à l'accouchement. Une proportion très importante de nouveaux-nés périssent également dans les 28 jours qui suivent leur naissance.

Il faut noter que sur l'ensemble du continent africain, seuls 6 pays ont atteint l'objectif d'Abuja : consacrer 15% des dépenses publiques à la santé.

(Source : <http://fr.allafrica.com/stories/201007270323.html>- 26 juillet 2010)

Pour plus d'informations :

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

Sarah De Rekeneire, chargée de mission (Assises sénégal-européennes)

Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

Président du groupe-pays Amérique du Sud, Amérique Centrale, Mexique et Cuba : Jean-Philippe Magnen, vice-président de la région Pays de Loire

Président du groupe-pays Brésil : Michel Vauzelle, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'AMÉRIQUE LATINE AU FORUM

La coopération décentralisée vue d'Amérique latine

Une conférence du groupe-pays, intitulée « coopération décentralisée : regards depuis l'Amérique latine » s'est tenue le 6 juillet. Deux co-présidents, Patrick Allemand, premier vice-président et délégué aux affaires internationales de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentant de Michel Vauzelle, et Jean-Philippe Magnen, ont introduit la séance. Ce dernier, à cette occasion, a annoncé qu'il ne pourra plus assurer la présidence du groupe-pays, du fait des nouvelles fonctions qu'il est appelé à remplir depuis les élections régionales de mars 2010.

Gérard Bodinier, conseiller de Michel Vauzelle, modérateur de cette conférence, a rappelé quelques dates ayant marqué l'histoire du continent latino-américain, avant de confier la parole aux intervenants.

Eugène Zapata-Garesché, délégué général du 3^{ème} Congrès Mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), au Cabinet du maire à Mexico DF, a fait un brillant exposé. Il a tout d'abord rappelé quelques caractéristiques du contexte actuel du continent. Il a ensuite présenté les différentes visions de la coopération décentralisée en Amérique latine, puis a énoncé un certain nombre de points d'attention à prendre en compte dans une démarche engagée par une collectivité française avec une collectivité d'Amérique latine.

Plus de 20 pays comptent une population totale de 550 millions d'habitants. L'Amérique latine est le continent le plus urbanisé avec 78% de la population qui vit dans des zones urbaines et plus de la moitié dans des villes d'un million d'habitants et plus. Globalement, 40% vit en dessous du seuil de pauvreté, marquant ainsi des inégalités flagrantes au sein du continent. S'agissant du découpage administratif, l'Amérique Latine comprend une centaine d'Etats fédérés ou provinces, près de 200 régions ou départements, et 16 000 communes, districts ou cantons. Selon les pays, Etats fédéraux ou Etats unitaires sont les deux formes existantes d'Etat. Le régime présidentiel est majoritaire, avec un rôle prépondérant du pouvoir exécutif -en la personnalité du chef de l'Etat- sur les autres pouvoirs. Si, au début des années 80, rares étaient les pays disposant de municipalités démocratiquement élues, aujourd'hui, tous les Etats sont dotés d'autorités municipales élues au suffrage universel. Si la décentralisation s'initie dans un souci économique, elle ne s'oriente que dans un second temps vers des aspects sociaux et démocratiques.

La décentralisation avance à divers degrés, mais toujours avec une forte restriction du pouvoir fiscal des autorités locales. Enfin, le manque d'autonomie financière et de continuité

administrative constitue une limite au processus. Par ailleurs, on assiste à une tendance récente à la création de mécanismes intercommunaux ou d'autres formes associatives.

En Amérique latine, les cadres juridiques sont le plus souvent inadaptés à la coopération décentralisée, car trop centralistes. A quelques exceptions près, il n'y a pas, dans les collectivités, de services de relations internationales. En outre, il n'existe pas d'institutions fédératrices du type de Cités Unies France. Les actions sont hétérogènes et suscitent souvent des réserves de la part de la population.

Deux visions coexistent. La première consiste à définir des projets locaux en fonction de la disponibilité des financements extérieurs. La deuxième consiste à déterminer une stratégie de coopération internationale à partir des priorités établies localement. De plus, deux approches s'opposent : l'une se résume à une assistance, et l'autre vise à une coopération de long terme, un renforcement institutionnel et des échanges d'expérience.

Eugène Zapata-Garesché a conclu son intervention sur la coopération décentralisée France-Amérique latine par dix points d'attention dans tout projet.

1. Il est indispensable de disposer de l'appui politique des élus locaux.
2. Il est nécessaire d'ancrer le projet dans le plan de développement local.
3. Il faut vérifier la réelle capacité technique du partenaire local.
4. La participation locale doit être établie comme principe de co-responsabilité dans le financement de l'action.
5. Il convient de comprendre le partenaire. Cela signifie qu'il faut acquérir une bonne compréhension des compétences légales locales et une juste perception de la notion du temps selon la culture, veiller à la permanence des interlocuteurs, cerner les limites de la comptabilité publique locale.
6. La formalisation de la coopération est une garantie de la durabilité du projet.
7. La prise en compte de quatre sujets transversaux identifiés comme prioritaires est fondamentale : le rôle des femmes, le respect des droits de l'homme, l'environnement et les minorités (migrants, indigènes...).
8. Il est incontournable de favoriser le travail en réseaux, tant au niveau national qu'international.
9. Il convient de faire évoluer certaines notions binaire comme « Nord/Sud », « Donateur/bénéficiaire », trop proches du concept de l'assistanat.
10. Enfin, il convient de passer de la coopération décentralisée à l'internationalisation des collectivités locales, impliquant un rayonnement de celles-ci.

Louis-Jacques Vaillant, directeur du département Amérique latine et Caraïbes de l'Agence Française de Développement, a présenté l'engagement de l'AFD en Amérique latine.

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes

HAÏTI AU FORUM

Réunion du groupe-pays Haïti

Cette réunion du groupe-pays et première réunion du comité des donateurs, a été co-présidée par Charles Josselin, Président de Cités Unies France, et Jean-Louis Testud, représentant de Christian Dupuy.

Pierre Duquesne, Ambassadeur chargé des questions économiques de développement, au ministère des affaires étrangères et européennes, chef de la mission interministérielle pour la reconstruction d'Haïti, n'a pas manqué de rappeler les engagements de la communauté internationale.

Joseph Tréhel, conseiller spécial Haïti de Cités Unies France, a présenté les conclusions de la mission réalisée par Cités Unies France en mai dernier. A l'écoute des autorités et élus haïtiens rencontrés, nous avons proposé que les fonds de solidarité confiés à CUF soient consacrés à la construction de salles de classes publiques du premier degré dans la vallée de la côte des Palmes et dans le département de la Grande Anse. Cela pour deux raisons simples, la vallée de la côte des Palmes est totalement détruite et le département de la Grande Anse est le grand oublié de l'aide internationale.

La réunion s'est achevée avec l'énonciation de plusieurs propositions :

- construction de salles de classes dans la vallée de la Côte des Palmes,
- construction de salles de classes dans le département de la Grande Anse,
- construction de salles de classe à Port-au-Prince,
- création d'un bureau CUF de coordination à Port-au-Prince.

La décision définitive est remise à une réunion ultérieure du bureau.

CONGRES MONDIAL DE CGLU A MEXICO

Pour accéder au programme prévisionnel du Congrès, vous pouvez cliquer sur le lien suivant : http://www.cities-localgovernments.org/upload/docs/docs_en_telechargements/FR_Congress_Programme_mai.pdf

CUF et l'AFD profitent du congrès mondial de CGLU pour faire le point sur les coopérations France - Amérique latine

Au cours de ces dernières années, la coopération décentralisée entre les collectivités françaises et celle des pays émergents a connu un développement marqué, particulièrement avec les pays d'Amérique latine. Pour mettre en valeur et mieux cerner ces liens de coopération, Cités Unies France et l'AFD organisent le séminaire « La coopération décentralisée France-

Amérique latine : état des lieux et perspectives », mercredi 17 novembre 2010, de 8h30 à 13h00, à Mexico.

Cette initiative est proposée dans le cadre du 3^{ème} Congrès Mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), qui se déroulera à Mexico, du 16 au 20 novembre 2010, et intitulé : **Premier sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux.**

Ce séminaire spécifique, constitue le deuxième événement conjoint de cette nature (après Istanbul en 2008), mettant en lumière à la fois le partenariat entre les collectivités territoriales et l'AFD, et l'apport de la coopération décentralisée dans le champ de la coopération internationale. Trois pays sont principalement ciblés : le Brésil, la Colombie et le Mexique, pays où l'AFD est présente.

Ce séminaire s'inscrit dans la dynamique de travail du groupe-pays Brésil et du groupe-pays Amérique du Sud, Amérique Centrale, Mexique et Cuba, de Cités Unies France, espaces privilégiés d'échange, de coordination, d'animation, de mutualisation, de capitalisation d'expériences des collectivités territoriales françaises engagées dans la coopération décentralisée en Amérique latine.

Une mission de Cités Unies France s'est rendue à Mexico, du 2 au 8 août, afin de préparer ce séminaire. C'est un side event officiel du Congrès Mondial de CGLU, dont le site est le suivant : <http://www.uclgcongress.com>.

PARUTION : « Une Amérique latine toujours plus diverse », Edition 2010

La Documentation française et l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine (IHEAL) viennent de co-éditer l'annuaire Amérique latine 2010, sous la direction de Georges Couffignal, Directeur de l'IHEAL, dans la collection « Mondes émergents ».

Elisabeth Béton-Delègue, directrice des Amériques et des Caraïbes du ministère des Affaires étrangères et européennes a organisé une rencontre autour de cet ouvrage de référence, le 30 juin 2010, à l'Hôtel du Ministre. Des articles de fond présentent les processus en cours dans le continent et plus particulièrement la situation du Chili, d'Argentine, du Mexique, d'Uruguay, du Honduras... Des fiches pays didactiques livrent les statistiques finement répertoriées.

Pour consulter le sommaire de cette publication ou en faire l'acquisition :
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/9782110080080/index.shtml>

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (pôle Amérique latine et Caraïbes)
Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

PAKISTAN

Catastrophe au Pakistan : Cités Unies France ouvre un fonds de solidarité des collectivités locales françaises pour le Pakistan

Les violentes précipitations qui ont provoqué des inondations et des glissements de terrain dans le nord-ouest du Pakistan depuis pratiquement 2 semaines ont entraîné une crise humanitaire d'une extrême gravité. On dénombre près de 20 millions de sinistrés, soit 8% de la population, 2 millions de sans abris et 1 600 morts (les chiffres restent provisoires). Près de 6 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire et 302 000 maisons ont été détruites, balayées par les pluies diluviennes.

Bien qu'il n'y ait pas de coopérations entre collectivités locale française et pakistanaise, l'ampleur de la catastrophe est telle que Cités Unies France, à la demande de certains de ses adhérents, a décidé d'ouvrir un fonds d'urgence.

Des villages entiers ont été entièrement détruits et la reconstruction doit commencer rapidement. L'aide et l'expertise des collectivités locales françaises pourraient être utiles. Le fonds pourra y contribuer.

Un compte pour le fonds « **Solidarité des collectivités avec le Pakistan** » a été créé et il pourra être abondé par toute collectivité locale désireuse de répondre à cet appel à solidarité.

ARMENIE

Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne

Les Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne auront lieu les 7 et 8 octobre 2010, à Erevan. Les collectivités locales intéressées peuvent s'inscrire pour participer à cet important événement.

Le formulaire d'inscription ainsi que le pré-programme des Assises sont à votre disposition. N'hésitez pas à contacter Cités Unies France pour plus d'informations.

CHINE

Président du groupe-pays : Jean Besson, président du syndicat départemental d'énergies de la Drôme, sénateur de la Drôme

La coopération touristique récompensée aux assises franco-chinoises, à Nanjing (Province du Jiangsu, Chine), les 18 et 19 juin 2010

La troisième édition des assises franco-chinoises a posé la question de la place des collectivités

face aux défis du développement durable.

En écho au slogan de l'Exposition Universelle de Shanghai « *better city, better life* », le choix des quatre sessions d'ateliers « économie », « environnement », « société » et « méthodologie » reflètent les attentes communes, et illustrent l'évolution de la coopération vers des formes innovantes de partenariats, des sujets actuels touchant à la réalité de l'évolution du pays.

Lors des ateliers, les thématiques comme la valorisation du patrimoine et la gestion du territoire, ou la qualité environnementale ont été évoquées dans de nombreuses sessions, montrant le bénéfice des sujets transversaux qui abordent le développement dans toutes ses dimensions. A ce titre, la région Franche-Comté et son partenaire chinois la province de l'Anhui, ont été encouragés dans la réalisation du projet de développement rural par le tourisme.

Le président de la région Alsace, Philippe Richert, président du comité de pilotage, le ministère des Affaires étrangères et européennes et Cités Unies France se félicitent de la réussite exceptionnelle de ces assises.

VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal, Toulouse

Assises franco-vietnamiennes : J-60 !

Ces 8^{èmes} Assises aborderont sous différents aspects les grandes problématique de la coopération entre les collectivités françaises et vietnamiennes : l'environnement de la coopération décentralisée (état des lieux, outils à sa disposition, évolution), les actions pour un développement durable, la formation (universitaire, relation école-entreprise, culture, etc.) et les services publics (gouvernance locale, eau).

Elles se tiendront les 5 et 6 novembre prochain, à Haiphong.

Le programme et le bulletin d'inscription sont téléchargeables sur le site Internet de Cités Unies France. La ville d'Haiphong a créé un site Internet dédié aux assises à l'adresse suivante : <http://vietfranco8.com/>.

Réunion du groupe-pays Vietnam, le 6 septembre 2010

A deux mois des assises franco-vietnamiennes, le groupe-pays Vietnam se réunit le 6 septembre pour finaliser la préparation cet événement. Le groupe-pays accueillera leurs partenaires d'Haiphong qui se déplaceront spécialement pour l'occasion.

INDE

Président du groupe-pays : Claudy Lebreton président du conseil général des Côtes d'Armor

Délégation indienne en France, réunion du groupe-pays Inde

L'Association Nationale des Villes et Pays d'art et d'histoire et des Villes à secteurs sauvegardés et protégés (ANVPAH&VSSP), en collaboration avec l'Indian Heritage Cities Network (réseau des villes indiennes et patrimoine) et d'autres partenaires, organisera un voyage d'étude indienne en France, du 28 septembre au 4 octobre.

Le mercredi 29 septembre, la délégation sera reçue au Sénat, en présence des collectivités françaises concernées, par le sénateur d'Indre et Loir, Yves Dauge. Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor, présentera à cette occasion le nouveau groupe-pays Inde de Cités Unies France, qu'il préside depuis sa création le 2 juin dernier.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chine)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Nicolas Wit, directeur adjoint (Inde)

Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

BALKANS

LES BALKANS AU FORUM

L'enjeu de la coopération dans les Balkans occidentaux

Le 6 juillet 2010 s'est tenue la table ronde « Enjeu de la coopération dans les Balkans occidentaux » dans le cadre du forum de la Coopération Internationale des Collectivités. Présidée par Alain Frémont, président du groupe-pays Serbie, de nombreux intervenants ont pu nous présenter la région, les actions entreprises localement ainsi que les obstacles rencontrés. La présence de représentants de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe, de l'Ambassade de France à Sarajevo et du rédacteur en chef du *Courrier des Balkans* a permis de faire bénéficier l'assistance d'une vision la plus élargie possible quant à la nécessité de l'intervention des collectivités dans la région et des actions menées.



Jean-Arnault Dérens, rédacteur en chef et fondateur du *Courrier des Balkans*, nous a présenté la situation politique et les principaux enjeux de la région.

Sanije Bajraktari-Hysaj, de l'Ambassade de la République du Kosovo à Paris, nous a fait l'honneur de participer. Ce fut l'occasion de nous présenter plus en détail la situation de l'Etat

quant au processus de décentralisation ainsi que la procédure devant la Cour Internationale de Justice et les attentes quant à l'avis récemment rendu.

Marc Vanbrabant, administrateur principal, chef de secteur, unité de l'exécution financière, Direction générale élargissement de la Commission européenne, a présenté quant à lui la stratégie ainsi que les outils financiers européens. Cet exposé fut complété par Jasna Mileta, ministre conseiller à l'Ambassade de Croatie en France, qui décrivit l'historique et l'avancement des négociations croates.

Gilles Kraemer, attaché de coopération à l'ambassade de France à Sarajevo, s'est affaïré à présenter la Bosnie-Herzégovine et la situation de la coopération avec la France. Les liens unissant les collectivités françaises et bosniennes sont, pour certaines coopérations décentralisées, du fait des événements tragiques des années 90 emmenant un élan de solidarité qui ne s'est actuellement pas démenti. Cependant, certaines difficultés viennent noircir cet aspect. L'alternance politique et le départ des personnes à l'origine des coopérations tendent à empêcher l'établissement durable de certaines coopérations.

Le Conseil de l'Europe intervient dans la région, tous les Etats étant membres de

l'organisation sur les thématiques des droits de l'Homme et de la démocratie locale, et ce, grâce au congrès des pouvoirs locaux. Olivier Terrien, administrateur du Programme de gestion des performances en Serbie, a expliqué à l'assemblée le travail effectué sur place avec les collectivités locales serbes et leurs partenaires français et allemands. En 2007 fut développé un programme relatif à la gestion des performances des autorités locales serbes, s'inscrivant dans une action plus large visant à renforcer l'administration locale. 10 collectivités serbes, en collaboration avec leurs partenaires français travaillent ensemble grâce à des outils communs que sont les cadres de références. La Commission européenne refinance actuellement le programme en l'élargissant aux finances et à la préparation des budgets locaux.

SERBIE

Président du groupe-pays : Alain Frémont, maire adjoint de Nevers

Le groupe-pays Serbie soutient l'engagement des collectivités locales françaises intéressées à la participation du programme EXCHANGE III

Le groupe-pays Serbie s'est réuni le vendredi 16 juillet 2010 pour faire un état des lieux de la situation politique en Serbie, présentation faite par Ivana Stankovic, conseillère aux affaires économiques de l'ambassade de la République de Serbie en France. Le récent appel à proposition de la Délégation de la Commission européenne à Belgrade, publié en juin, fut au cœur des discussions. Les villes de Nevers et de Suresnes, désireuses de participer au projet, étaient présentes à cette réunion. Sarah De Rekeneire, chargée de mission à Cités Unies France, a présenté en détail le programme EXCHANGE, son financement et les aspects techniques quant à la mise en œuvre du projet.

Au terme de cette rencontre, il a été décidé d'investir plus encore le groupe-pays en Serbie en se rapprochant des initiatives du Conseil de l'Europe. De même, des formations sont envisagées afin de mieux saisir le pays, comme son système décentralisé.

Par ailleurs, le voyage d'étude mené par le président de Cités Unies France, Charles Josselin, la table ronde relative à l'enjeu de la coopération dans les Balkans occidentaux, amènent à penser qu'une approche régionale est à privilégier. Ainsi, une réunion « Balkans » est prévue durant le mois de septembre.

Programme EXCHANGE III

Plusieurs demandes émanant de la SKGO (Conférence permanente des villes et municipalités serbes) sont parvenues à Cités Unies France afin de trouver des partenaires français dans le cadre de l'appel à proposition du Programme EXCHANGE III. Il s'agit des villes de Belgrade et de Cacak. Il s'agit du développement d'un système d'information pour les collectivités locales et les entreprises publiques pour la seconde ville précitée et d'intervenir auprès de la communauté Rom afin de promouvoir l'amélioration des conditions de vie et l'intégration au sein de la société pour la ville capitale.

ACTUALITÉS KOSOVO

L'avis de la Cour Internationale de Justice (CIJ) quant à la conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo

Le 17 février 2008, après l'échec des négociations entre les représentants albanais du Kosovo et la République de Serbie, les membres du Parlement kosovar déclarèrent l'indépendance de la province méridionale, actuellement reconnue par 69 Etats à travers le monde. Cependant, la Russie, la Chine, l'Inde et 5 Etats membres de l'Union européenne (Espagne, Slovaquie, Chypre, Roumanie et la Grèce) ont apporté un soutien, indéfectible jusqu'à présent, à la Serbie en s'opposant à toute reconnaissance du Kosovo.

Le 8 octobre 2008, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution par laquelle elle sollicitait l'avis consultatif de la CIJ concernant « La déclaration unilatérale d'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo est-elle conforme au droit international ? »

La Cour Internationale de Justice, organe juridictionnel de l'Organisation des Nations Unies, a rendu son avis quant à la conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo. L'instance onusienne estima que cette dernière ne constituait pas une violation des principes juridiques internationaux. Il est important de noter qu'il ne s'agit que d'un avis consultatif et que les parties ne sont pas liées au dispositif de la décision.

Les juges de la juridiction de La Haye se sont concentrés sur l'unique question de la validité de la dite déclaration, écartant de ce fait les prétentions des parties sur le bien fondé ou non de la qualité d'Etat, statut dont les Etats ayant reconnu le Kosovo lui accorde. Elle ne s'est pas prononcée non plus sur le bien fondé objectif de cette « sécession remède ».

La validité, selon la CIJ, est établie pour une raison principale. Le cadre constitutionnel, adopté en 2001 par le Représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies, établit un Parlement provisoire kosovar. Cet organe était doté de compétences très précises, attributions qui ne comprenaient pas la détermination du statut du territoire. Or, en 2008, ce sont les parlementaires élus de cet organisme qui adoptèrent la résolution unilatérale d'indépendance. La CIJ estima que ce vote ne devait pas s'interpréter comme le fait de cette « *assemblée en tant qu'institution provisoire d'administration autonome agissant dans les limites du cadre constitutionnel, mais celui des personnes ayant agi de concert en leur qualité de représentants du peuple du Kosovo, en dehors du cadre de l'administration intérimaire* ».

Les réactions furent nombreuses. Alors que les Etats en faveur de l'indépendance de l'ex-province serbe saluèrent cette décision, la Serbie, par la voie de son Ministre des affaires étrangères, Vuk Jeremic, a réaffirmé sa totale opposition à cette sécession.

En réaction à cette décision, le Parlement serbe a adopté une résolution demandant au gouvernement de poursuivre la défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Serbie. Une motion devrait être déposée à l'Assemblée générale des Nations Unies afin de demander l'ouverture de nouvelles négociations. Les autorités de Pristina ont d'ores et déjà exclu toute reprise des discussions.

RUSSIE

Prochaine réunion du comité de pilotage de la 3^{ème} Rencontre franco-russe des collectivités territoriales, le 29 septembre 2010

La 3^{ème} Rencontre franco-russe se déroulera les 26 et 27 novembre 2010, à Strasbourg, Palais de la Musique et des Congrès.

La prochaine réunion du comité de pilotage aura eu lieu **le mercredi 29 septembre 2010**, à partir de 14h30, dans les locaux de Cités Unies France. La réunion sera présidée par Nawel Rafik-Elmrini, adjointe au maire de Strasbourg en charge des Relations européennes et internationales. Cette réunion visera à faire un point d'avancement sur l'organisation et le déroulement de la manifestation, en particulier sur les 4 ateliers thématiques.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique80>

« Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russe » de Cités Unies France - Fiche de capitalisation

Cités Unies France, investie dans cette Rencontre, élabore actuellement son « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russe », à destination des collectivités territoriales, visant à recenser l'ensemble des partenariats entre les autorités locales françaises et leurs homologues russes.

Par conséquent, nous serions intéressés par les actions et partenariats que les collectivités françaises entretiennent ou ont entretenu avec la Russie.

Nous ferons parvenir ladite publication une fois achevée aux collectivités ayant répondu à notre **Fiche de capitalisation** (vous pouvez la télécharger à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1103>, et nous retourner par fax au 01 53 41 81 41 ou par courriel : europa@cites-unies-france.org).

Pour plus d'informations :

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe du Sud-Est)
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, délégué du maire de Gières aux coopérations méditerranéennes

ACTUALITÉS ALGÉRIE

L'Algérie, exportateur de céréales

2010 marquera le changement de statut de l'Algérie, qui est devenue exportateur de céréales (l'orge) grâce à une belle campagne agricole en 2008-2009. Au cours de cette campagne, le pays a récolté 11 millions de tonnes d'orge, un production record qui permet de couvrir les besoins nationaux pour les trois années qui viennent, diminuant ainsi la facture céréalière. L'office national interprofessionnel des céréales (OAIC) a été autorisé par le ministère de l'agriculture et du développement rural algérien à exporter une partie de la production d'orge de 2009. Le ministère a précisé que cette exportation pourrait prendre la forme d'un échange contre du blé tendre que l'Algérie continue d'importer. Parmi les pays ciblés par cet échange, on compte les fournisseurs traditionnels de l'Algérie en céréales : Union européenne, Etats-Unis et Canada.

C'est la première fois depuis 1970 que l'Algérie se positionne sur le marché international pour écouler sa production. Ancien « grenier de Rome », le pays a vu une dégradation de son agriculture depuis l'indépendance et importait massivement des céréales pour couvrir ses besoins en blé tendre et orge. Elle semble aujourd'hui être devenue auto-suffisante en orge et blé dur (réduction des importations de 80%). Les réformes introduites depuis 2001 avec le Plan National de développement de l'agriculture (PNDA) ont pu contribuer à cette transformation. Cette volonté politique semble se poursuivre puisque le gouvernement actuel a annoncé un programme d'investissement de 1,3 milliards d'euros, soit l'équivalent des économies réalisées grâce à la baisse des importations alimentaires, pour construire des silos et doubler les capacités de stockage du pays à l'avenir.

(Source : Les notes d'analyse du CIHEAM, n°59 juillet 2010 - L'actualité agricole en Méditerranée)

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

LE MAROC AU FORUM

Après le PAD, un fonds de soutien

A l'occasion du Forum et profitant de la présence d'une importante délégation marocaine, M. Joly, Délégué à l'Action Extérieure des collectivités locales, M. Guezzar, directeur des finances publiques à la DGCL, ministère de l'Intérieur marocain et M. Ourzik, directeur

des affaires juridiques des études et de la coopération, ministère de l'intérieur marocain, ont présenté le nouveau fonds conjoint de soutien à la coopération décentralisée franco-marocaine.

Le fonds, qui devrait être opérationnel à partir du mois de septembre, se déclinera en 3 composantes :

- **un appel à projets** pour la coopération décentralisée franco-marocaine. Cet appel couvrira la période 2010-2012 et soutiendra des projets de 1 ou 2 ans portant sur des thèmes prioritaires : la planification et le développement local, la professionnalisation des services publics locaux, la valorisation des espaces publics et du patrimoine historique, le développement touristique, l'aménagement du territoire, l'environnement, le développement et l'animation économique (économie sociale, insertion professionnelle, pépinières d'entreprises, promotion et valorisation des produits du terroir) ;
- **une bourse aux projets** qui doit favoriser des coopérations ponctuelles sur des thématiques spécifiques. Il s'agira de mobiliser l'expertise des collectivités locales sans pour autant aboutir à de nouvelles coopérations. Elle doit regrouper l'offre de coopération décentralisée des collectivités locales françaises et permettre l'identification de la demande marocaine ;
- **des séminaires de capitalisation** destinés à diffuser des bonnes pratiques.

L'enveloppe globale consacrée à ce fonds est composée côté ministère des affaires étrangères et européennes français de 1,2 million d'euros et côté ministère de l'intérieur marocain, de 10 millions de dirhams marocains.

Pour plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1091>

ACTUALITÉS MAROC

10^{ème} Rencontre de haut niveau franco-marocaine

Le premier ministre français, François Fillon, a rencontré son homologue marocain Abbas El Fassi le 2 juillet dernier. Leur entretien privé a été suivi d'un séminaire rassemblant 15 ministres français et marocains donnant lieu à la signature de 10 accords bilatéraux ouvrant « de nouveaux champs de coopération » (énergies renouvelables, développement durable, électronucléaire civil, santé, protection sociale, assainissement pour l'agriculture, pêche). A cet égard, le Maroc reste le premier partenaire de coopération de la France.

(Source : Service presse du Premier Ministre 02/07/2010)

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Report de la réunion du groupe-pays Liban

La réunion du groupe-pays Liban, initialement prévue le 10 septembre, est reportée à une

date ultérieure (fin octobre ou début novembre très probablement). Les collectivités seront informées prochainement de la nouvelle date retenue.

ACTUALITÉS LIBAN - ISRAËL

Accrochage meurtrier entre soldats libanais et israéliens et regain de tension diplomatique
Mardi 3 août, des affrontements entre soldats israéliens et libanais près du village d'Adaïseh ont fait 5 morts (3 soldats et un journaliste libanais ont été tués, ainsi qu'un haut gradé militaire israélien). L'abattage d'un arbre serait la cause des hostilités, plus précisément la position géographique de cet arbre : en territoire libanais selon les autorités libanaises, derrière la ligne bleue délimitée par l'ONU d'après l'armée israélienne. La communauté internationale a appelé au calme, les deux Etats antagonistes ayant rapidement durci le ton. La FINUL après enquête a déclaré que l'objet du litige se trouvait bien du côté israélien de la ligne bleue. La tension est retombée progressivement.

(Sources : Le Monde, 03/08/2010 ; Libération 04/08/2010)

PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Assemblée générale du RCDP, 29 juin 2010 - Renouvellement des instances

L'équipe du Bureau exécutif du RCDP est renouvelée dans ses fonctions.

Les prochains rendez-vous et l'agenda des activités :

- organisation d'une réunion thématique à la rentrée avec pour objet « les arguments juridiques » autour d'un boycott des produits en provenance des colonies israéliennes ;
- démarrage des travaux pour la préparation des Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne ;
- mise à jour du répertoire de la coopération franco-palestinienne.

Le compte-rendu intégral de l'Assemblée Générale du RCDP est actuellement disponible sur le site Internet de Cités Unies France.

LA PALESTINE AU FORUM

Rôle et engagement des collectivités locales en Palestine

Claude Nicolet a inauguré la conférence en rappelant que le mouvement d'adhésion des collectivités locales françaises au RCDP s'amplifie d'année en année.

Pascal Boniface, a ensuite mis en perspective le conflit israélo-palestinien dans le contexte

géopolitique mondial actuel. Le monde occidental n'est en effet plus le seul à prendre des initiatives dans ce conflit puisque le Brésil, la Turquie et d'autres pays émergents estiment avoir un rôle à jouer pour ramener la paix dans la région. De plus les actions des gouvernements occidentaux sont de plus en plus en décalage avec leurs opinions publiques.



Regrettant ce manque d'implication des Etats européens, qui privilégient les condamnations verbales aux actes contraignants, Bernard Ravenel et Etienne Buzbach (maire de Belfort, vice-président du conseil régional de Franche-Comté) ont proposé de lancer une réflexion sur le boycott des produits issus des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens.

Pierre Duquesne a tenu à défendre le bilan des Etats européens, arguant notamment que les dons importants des ces derniers contribuent à l'émergence d'un Etat palestinien.

Enfin, plusieurs intervenants se sont accordés sur le point de maintenir une présence physique des ONG et des déplacements de la part des élus de collectivités locales impliqués dans des action de coopération dans les territoires palestiniens. Il est en effet important selon eux de pouvoir témoigner de l'urgence et de la précarité régnant sur place.

RÉSEAU EUROPÉEN POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT (COEPPPO)

La prochaine réunion du Réseau européen pour la paix au Proche-Orient aura lieu à Paris, courant mois d'octobre, et elle aura pour objectif d'explicitier le statut de la future Association ainsi que de discuter de l'Agenda du Réseau pour les prochains mois.



ACTUALITÉS PROCHE ORIENT

Les négociations israélo-palestiniennes conditionnées par une prolongation du gel de la colonisation

Alors que des pourparlers de paix directs entre Israéliens et Palestiniens doivent débiter officiellement le 2 septembre à Washington, ceux-ci pourraient ne pas aboutir si Israël ne renonce pas à sa politique de colonisation. En effet, Mahmoud Abbas, président de l’Autorité Palestinienne, pose comme condition préalable aux futures négociations la prolongation du gel de la colonisation qui doit se terminer le 26 septembre prochain. Cette question reste très sensible au sein du gouvernement de Benyamin Netanyahou car ce dernier a été élu en partie grâce aux voix des colons.

(Sources: Le Figaro du 23/08/2010, Le Monde 23/08/2010)

Pour plus d’informations :

Linda Naïli, chargée de mission (Algérie, Maroc)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission (Maroc, Liban, Tunisie)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPO)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Turquie)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

Président du groupe thématique Tourisme responsable : Jean-Claude Mairal, conseiller municipal de Creuzier le Vieux, conseiller communautaire à Vichy Val d'Allier et secrétaire du Pays Vichy Auvergne

Prochaine réunion du groupe Tourisme, 15 septembre 2010, à Cités Unies France

Lors de la dernière réunion du groupe tourisme, la question de l'évaluation ainsi que les premiers résultats de l'étude « tourisme et coopération » avaient été présentés. La promesse faite de voir l'étude se finaliser pour la rentrée 2010 a été tenue ! En présence du président du groupe thématique Tourisme, Jean-Claude Mairal, la réunion sera l'occasion de restituer l'aboutissement du travail engagé conjointement, mais aussi d'échanger sur les perspectives pour la fin d'année 2010, riche en événement.

Inscription et informations sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1099>

Le tourisme responsable à la rencontre des universités

Organisé par le CEMOTEV (Centre d'études sur la mondialisation, les conflits, les territoires et les vulnérabilités) en association avec différentes universités françaises, le colloque Coopintour se déroulera les 30 novembre et 1^{er} décembre 2010, à Saint Quentin en Yvelines.

Une session plénière donnera lieu à un cadrage scientifique sur le thème central du colloque « Coopération internationale pour un tourisme responsable et une valorisation touristique des territoires », avant que des acteurs institutionnels et associatifs responsables de réseaux ou programmes de coopération internationale n'exposent les projets touristiques dans lesquels ils sont impliqués.

L'intérêt pour les collectivités est d'aller à la rencontre du tissu universitaire et de disposer d'une « doctrine » et des outils pour une meilleure compréhension du système touristique, et d'intégrer des réflexions économique, (géo)politique et sociétale au service de la définition de stratégies en matière de coopération internationale.

Cités Unies France a encouragé certaines collectivités dont les projets sont particulièrement innovants ou des problématiques spécifiques et restituera à cette occasion le contenu des échanges. La Plate-forme coopération et tourisme présentera son rôle dans la coopération.

Congrès mondial du tourisme social : le réseau des collectivités se réunit

Le Bureau international du tourisme social organise, du 19 au 23 septembre 2010, à Rimini (Italie), un congrès sur le thème « Tourisme : le temps des politiques sociales ».

Sujet indirectement traité lors des groupes thématiques, la question du tourisme social et domestique est au coeur de certains projets de coopération et intéresse de plus en plus de collectivités en France, souhaitant y avoir recours pour construire un engagement réciproque

TOURISME RESPONSABLE



d'accueil via leur jumelage.

Le BITS dispose d'un groupe de réflexion dédié aux collectivités, et traitera en plénière de la dimension juridique et de l'avancement du projet Calypso, également des tables rondes et ateliers feront un état des lieux des initiatives et des perspectives d'avenir des politiques sociales.

Plus d'informations : www.socialtourismworldcongress.org.

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

L'UNION EUROPEENNE ET LES COLLECTIVITES AU FORUM

La place des collectivités territoriales dans la politique d'aide extérieure de l'Union

Sous la présidence de Pierre-André Fievet (AFD) et Bertrand Gallet (CUF), cet atelier a contribué à la réflexion actuelle sur la place des autorités locales du Nord et du Sud dans la stratégie européenne d'aide au développement en échangeant sur les solutions d'une participation plus efficace et plus efficiente de celles-ci aux programmes d'aide extérieure de l'Union européenne. Devant ces nombreuses possibilités de financement, les collectivités rencontrent de grandes difficultés : manque de moyens, de connaissances, de temps. Les appels à propositions ne sont pas adaptés à la réalité des collectivités : la complexité des appels et de leurs critères d'éligibilités (montant minimum de subvention, délai de réponse, zone d'intervention) rendent complexe la possibilité pour une collectivité d'y répondre.

Les résultats de l'étude « La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne » ont été présentés et débattus. Cités Unies France a présenté le pôle d'expertise européenne, co-géré avec l'AFD. Ce pôle a pour objet de répondre aux difficultés rencontrées par les collectivités en les accompagnant dans la rédaction des appels à propositions et dans la gestion du contrat avec la Commission. La Commission européenne a affirmé avoir conscience de ces difficultés et être ouverte à toute amélioration permettant de faciliter l'accès à ces financements. Cette réflexion anime le dialogue structuré (dialogue multi acteurs entre Commission, Parlement, Etats membres, société civile et collectivités).

La région Nord-Pas-de-Calais a présenté le fond FRAPPE mis en place pour faciliter l'accès aux financements. Le problème de la taille des collectivités capables de porter un projet financé par Europeaid et la lourdeur de la gestion administrative d'un tel projet a été soulevé par la salle.

FORMATION : les 9 et 10 septembre 2010 : « Comment répondre aux appels à propositions européens ? »

Cités Unies France en collaboration avec l'AFD, a mis en place un pôle d'expertise européenne. Ce pôle propose d'aider les collectivités territoriales à concevoir, financer, mettre en œuvre et évaluer leurs projets de coopération décentralisée à travers différents appuis : formation, accompagnements techniques personnalisés. Dans ce cadre, le pôle d'expertise européenne propose une formation sur les appels à propositions européens dont les trois grands objectifs sont :

- identifier les financements européens pour un projet ;
- rédiger la note succincte ;
- rédiger le formulaire complet : cadre logique et budget.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)
Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



Sommet des dirigeants locaux et régionaux, Mexico, du 16 au 20 novembre - inscription et forum en ligne

Le Sommet des dirigeants locaux et régionaux, qui se tiendra à Mexico, du 16 au 20 novembre, est précédé de débats en ligne. Pour favoriser la préparation du Sommet, CGLU a ouvert, de juin à septembre, une série de forums en ligne sur le site Internet du Sommet. Les forums hebdomadaires traiteront de quelques-uns des thèmes que les membres de CGLU ont identifiés comme étant d'importance dans le futur agenda international des autorités locales et régionales. Ils ont été organisés selon quatre catégories : « Promouvoir l'innovation », « Quelle devrait être la nouvelle gouvernance mondiale ? », « La ville en 2030 » et « Changement climatique et gouvernements locaux ».

Pour votre inscription au Sommet et pour participer au Forum : <http://www.uclgcongress.com>

Quatrième édition du Forum mondial des droits de l'homme, à Nantes

Du 28 juin au 1^{er} juillet, s'est tenue à Nantes, la quatrième édition du Forum mondial des droits de l'homme. Amorcé en 2004 par l'UNESCO, le forum se tient tous les deux ans, grâce au soutien de la communauté d'agglomération Nantes Métropole, de la région des Pays de la Loire, du département de la Loire-Atlantique et de la ville de Nantes. Il est organisé, depuis 2008, par le Secrétariat permanent international « Droits de l'Homme et Gouvernements Locaux ».

L'un des 'pères fondateurs' de CGLU nommé directeur d'ONU-Habitat

L'Assemblée générale des Nations Unies a élu Joan Clos, ancien maire de Barcelone et l'un des 'pères fondateurs' de l'organisation mondiale CGLU, à la tête de l'agence des Nations Unies en charge de la promotion d'une urbanisation durable des points de vue environnemental et social, un partenaire clé de CGLU sur la scène internationale.

Joan Clos remplira la fonction de directeur exécutif du programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) pour un mandat de quatre ans à compter du 18 octobre. Il succédera à Anne Tibaijuka, à la tête d'ONU-Habitat depuis 2001, et qui a été une importante alliée de la cause des autorités locales devant la communauté internationale.

CAHIERS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Publication du n° 2 des « Cahiers de la coopération décentralisée » !

Le n° 2 des « Cahiers de la coopération décentralisée » est désormais sorti : vous pouvez le commander auprès de Cités Unies France (k.fotic@cites-unies-france.org).

Au sommaire de cette édition :

- « La coopération décentralisée aux échelles du territoire marseillais : un réseau local international », de Nicolas Maisetti
- « Le poids des institutions internationales dans les pays méditerranéens, le Maroc et le Liban : Déconcentration et décentralisation ? », de Paqui Santonja
- « La coopération décentralisée au sein du gouvernement des territoires : s'affirmer, se positionner et convaincre », de Claire Pillet
- « Accompagner les collectivités territoriales dans la gouvernance de leur territoire », CUF - F3E - PAD Maroc
- « Le projet de réhabilitation des marchés à Mahajanga : un partenariat urbain pour l'amélioration de la gouvernance locale », de Benjamin Michelon et Guillaume Josse
- « Partenariats internationaux et gouvernance des collectivités locales au Cameroun », de Hilaire de Prince Pokam
- « La solidarité des villes : Changer la vie des gens sur le terrain », de Pierre Schapira

Le n°1 est toujours disponible à la vente. Il est désormais téléchargeable librement sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article557>.

FORMATION : « Piloter l'évaluation d'une relation et/ou d'une action de coopération décentralisée », le 24 novembre 2010

Cette formation organisée par le F3E, destinée aux élu-e-s et aux agents des collectivités territoriales, permettra de clarifier le sens d'une évaluation et d'identifier les grandes étapes du pilotage d'une évaluation externe d'une relation et d'actions de coopération décentralisée.

Programme et bulletin d'inscription : <http://f3e.asso.fr/spip.php?article926>

Information et contact : Audrey Noury - courriel : a.noury@f3e.asso.fr

Pour plus d'informations :

Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) 10 ans après

2010 marque le 10^{ème} anniversaire de la déclaration du millénaire des Nations Unies. Le Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement se tiendra du 20 au 22 septembre 2010, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies, au siège de l'ONU, à New York. Le but étant de dresser un bilan, dix ans après, de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement et d'adopter un plan d'action précis pour les cinq ans à venir.

Dans le cadre de la préparation de cet événement, un projet de « Document-déclaration du Sommet » est en négociation entre les représentants des gouvernements nationaux à New York. Bien que ce document propose un certain nombre d'actions dans des domaines où il peut être démontré que les gouvernements locaux devraient détenir la responsabilité principale, le nombre de références aux gouvernements locaux est malheureusement faible.

Cités et Gouvernements Locaux Unis appelle ses membres à écrire à leurs gouvernements nationaux pour demander que, dans les rapports nationaux sur les OMD, ils prêtent une réelle attention au rôle des gouvernements locaux et régionaux, et proposer des amendements au texte sur l'appropriation locale, l'importance de la gouvernance et la dimension culturelle des OMD. Un modèle de lettre et des projets d'amendements leur sont proposés (voir site de CGLU).

Le président de CGLU, Bertrand Delanoë devrait -ceci reste à confirmer- pouvoir présenter la voix de CGLU au Sommet.

Charles Josselin, président de Cités Unies France, sera à New York et participera à une session spéciale consacrée au rôle des collectivités territoriales.

L'Association française du Conseil des Communes et Régions d'Europe, Cités Unies France, l'Association des Régions de France et l'Association des Départements de France en concertation avec le Bureau de la Campagne du Millénaire des Nations Unies en France, souhaitent également, à cette occasion, mettre en avant l'engagement des collectivités territoriales françaises en faveur des OMD et faire entendre leurs voix lors de ce Sommet.

Afin de marquer l'attachement des collectivités territoriales aux objectifs du millénaire pour le développement et à la solidarité internationale, elles peuvent adopter la délibération-type, téléchargeable sur le site Internet de Cités Unies France, lors des prochains conseils. Nous vous demandons simplement de bien vouloir, par la suite, nous envoyer un exemplaire signé de cette délibération (a.frey@cites-unies-france.org et/ou s.schonfeld@cites-unies-france.org). L'adoption de cette délibération-type restera d'actualité au-delà du Sommet de New York, car il s'agit également de demander la prise en compte et la participation des collectivités territoriales pour les prochains sommets internationaux relatifs au développement.

Par ailleurs, des outils de communication sont à votre disposition des collectivités territoriales pour l'organisation de manifestations en lien avec le Sommet. Ces outils de communication sont disponibles sur les sites Internet de la campagne « Huit fois Oui » (www.huitfoisoui.fr) qui propose une exposition sur le thème des OMD, et sur celui de la Campagne du Millénaire des Nations Unies en France (www.campagnedumillenaire.org/fabrice.ferrier@undp.org) qui propose un Kit de communication notamment à destination des collectivités territoriales.

A noter : une conférence de presse, réunissant les présidents des différentes associations d'élus locaux, aura lieu le 14 septembre 2010, à 11h00, à la Mairie de Paris, à l'initiative de l'AFCCRE et de Cités Unies France. Elle sera l'occasion de démontrer à quel point la déclaration de Kofi Annan, selon laquelle 70% des OMD ne pourraient être réalisés qu'avec le concours des autorités locales, reste pertinente.

FRANCOPHONIE

Premiers Etats généraux de la francophonie décentralisée, du 26 au 27 octobre 2010, à Lyon

Les processus de décentralisation en cours dans plusieurs pays de l'espace francophone font des collectivités territoriales un important vecteur de développement de la francophonie, aux côtés des Etats et des gouvernements et des autres acteurs de la société civile.

C'est dans ce cadre que se tiendront les premiers Etats généraux de la francophonie décentralisée, les 26 et 27 octobre 2010, à Lyon, sous le parrainage officiel de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et de la présence d'Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie.

Elles auront pour but de fédérer l'ensemble des collectivités territoriales des pays francophones qui souhaitent s'investir dans la coopération francophone.

Plus d'information sur cet événement : <http://www.regions-francophones.com>.

Pour plus d'informations :

Sarah Schonfeld, chargée de mission

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

Discussion en ligne : l'implication des autorités locales dans la migration et le développement

A la veille du lancement du nouveau rapport de l'Initiative Conjointe de la Commission européenne et des Nations Unies pour la migration et le développement (ICMD), « De la migration au développement : enseignements tirés de l'expérience des autorités locales », l'Organisation International pour les Migrations (OIM) lance une discussion en ligne sur le rôle des autorités locales en matière de migration et de développement.

Au cours de la discussion, qui sera lancée le 6 septembre et durera quatre semaines, une série de questions, sera examinée :

- **Semaine 1 - Diasporas** : Dans quels objectifs, stratégies et initiatives de développement les autorités locales veulent-elles impliquer les diasporas, et vice-versa ? Dans quelle mesure ceux-ci correspondent-ils aux priorités des diasporas ?

- **Semaine 2 - Partenariats** : Comment les initiatives conjointes entre les autorités locales, la société civile et les associations de migrants peuvent-elles être renforcées au bénéfice des communautés d'origine des migrants ?
- **Semaine 3 - Reproduction** : Quels sont les exemples d'initiatives réussies en matière de migration et de développement impliquant des autorités locales et qui ont ou pourraient être reproduites ? Par exemple : partenariats public-privé, projets impliquant les diasporas ou initiatives flexibles de migration circulaire ? Comment les a-t-on reproduites ? Quelles mesures et pratiques sont-elles susceptibles de renforcer les capacités des autorités locales des pays développés et en développement à reproduire ces initiatives réussies ?
- **Semaine 4 - Cohérence locale/nationale** : Comment la complémentarité entre les activités de coopération décentralisées et les programmes nationaux impliquant des migrants pourrait-elle être assurée dans les pays développés ? Et de quelle manière les stratégies nationales et locales de développement des pays en développement peuvent-elles impliquer les communautés de la diaspora à l'étranger d'une manière coordonnée ?

Les contributions à la discussion peuvent être envoyées à : m4d@groups.dev-nets.org ou déposées directement en ligne à l'adresse suivante : <http://www.migration4development.org/fr/content/discussion-ligne-l%E2%80%99implication-autorit%C3%A9-locales-migration-et-d%C3%A9veloppement>

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion du groupe-pays Sénégal	CUF	3 septembre (après-midi)	CUF
Réunion du groupe-pays Vietnam	CUF	6 septembre	CUF
6 ^{ème} séminaire sur les Mosaïques d'aires protégées, du réseau franco-brésilien de coopération pour le renforcement de la gestion intégrée et participative des Mosaïques d'aires protégée	Aubry du Hainaut et Lille	6 - 8 septembre	Conseil régional du Nord Pas de Calais
Réunion du groupe tripartite préparatoire au 1 ^{er} comité de pilotage du programme tripartite France-Allemagne-Burkina Faso	Châtellerault	9 septembre	CUF
Formation « Comment répondre aux appels à propositions européens » ?	AFD	9 - 10 septembre	CUF/AFD
Conférence de presse conférence de presse des présidents des associations nationales de collectivités (AFCCRE, CUF, ARF, ADF, AMF) sur les Objectifs du Millénaire	Mairie de Paris	14 septembre	AFCCRE/CUF
Réunion du groupe tourisme responsable	CUF	15 septembre	CUF
Journée de réflexion et de communication sur la Guinée	Nantes	15 septembre	Plateforme Guinée
9 ^{ème} édition de l'Université d'été de l'ARRICOD sur le thème : « L'Action internationale et européenne des collectivités territoriales : quel(s) partenariat(s) avec l'Etat dans un contexte de réformes ? »	Limoges	16 - 17 septembre	ARRICOD
« Tourisme : le temps des politiques sociales »	Rimini (Italie)	19 - 23 septembre	Bureau International du Tourisme social
6 ^{ème} édition de la Journée nationale de la commune du Togo	Lomé	20 - 21 septembre	Union des Communes du Togo

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
1^{er} comité de pilotage de lancement du programme tripartite France-Allemagne-Burkina Faso	Ouagadougou	20 - 22 septembre	CUF
Assises de la coopération décentralisée et internationale	Marseille	21 septembre	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Premiers ateliers de la coopération décentralisée franco-centrafricaine	Bangui	23 - 26 septembre	Ambassade de France de Bangui
Réunion du groupe-pays Bénin	CUF	27 septembre	CUF
Réunion du comité de pilotage de la 3 ^{ème} Rencontre franco-russe des collectivités territoriales	CUF	29 septembre (après-midi)	Comité de pilotage
Réunion du groupe-pays Niger	CUF	30 septembre (matin)	CUF
Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne	Erevan	7 - 8 octobre	MAEE/ Ambassade de France à Erevan /Grand Lyon
Réunion du Bureau exécutif	CUF	12 octobre	CUF
8 ^{èmes} Universités d'Automne de l'Humanitaire sur le thème : « Vulnérabilités urbaines - action humanitaires en ville - Re-construction »	Plaisans	13 - 15 octobre	Groupe URD
31 ^{ème} rencontre nationale des Agences d'urbanisme	Rennes	19 - 21 octobre	Agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennaise
Assemblée générale de l'AIMF	Lausanne	20 - 21 octobre	AIMF
Premiers Etats généraux de la Francophonie décentralisée	Lyon	26 - 27 octobre	AIRF

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
V ^{ème} conférence annuelle de l'Observatoire de coopération décentralisée Union européenne - Amérique Latine, sur le thème : « Fondements et stratégies des politiques publiques de la coopération décentralisée »	Comité des Régions Bruxelles	28 - 29 octobre	Observatoire de coopération décentralisée Union européenne - Amérique Latine
Premières assises de la coopération décentralisée franco-béninoise	Cotonou	28 - 29 octobre	MAEE/MDGLAAT/CUF
11 ^{ème} Foro de Biarritz	Biarritz	4 - 5 novembre	Ville de Biarritz/ Centre de Management Europe Amérique Latine (CMEAL)
Assises sénégaléo-européennes de la coopération décentralisée	Dakar	4 - 5 novembre	Comité de pilotage
Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne	Haiphong	5 - 6 novembre	Comité de pilotage
Semaine de la solidarité internationale	France	13 - 21 novembre	CRID/CUF
Sommet des Dirigeants Locaux et Régionaux et 3 ^{ème} Congrès mondial de CGLU	Ville de Mexico	17 - 20 novembre	Cités et Gouvernement Locaux Unis
Expérience de tourisme solidaire au Yucatan	Mexique	23 - 26 novembre	Groupe de travail de CGLU/Etat du Yucatan/ CUF
Formation : « Piloter l'évaluation d'une relation et /ou d'une action de coopération décentralisée »	F3E	24 novembre	F3E
3 ^{ème} Rencontre franco-russe des collectivités territoriales	Strasbourg	26 - 27 novembre	Comité de pilotage
Colloque Coopintour sur la « Coopération internationale pour un tourisme responsable et une valorisation touristique des territoires »	Saint Quentin en Yvelines	30 novembre - 1 ^{er} décembre	CEMOTEV
Journée européenne de développement	Bruxelles	9 - 10 décembre	Commission européenne

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 euros

- Dossier pays POLOGNE (édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE (édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE (à paraître 2010)
- Dossier pays INDE (à paraître 2010)
- Dossier pays JAPON (nouvelle édition - avril 2010)
- Dossier pays INDE (à paraître en 2010)
- Dossier pays TURQUIE (2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAËL (2007)
- Dossier pays PALESTINE (2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006) (épuisé -nouvelle édition à paraître en 2010)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays HAÏTI (à paraître en 2010)
- Dossier pays BURKINA FASO (édition - juin 2010)
- Dossier pays MALI (2009)
- Dossier pays TOGO (2009)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays SÉNÉGAL (2007)
- Dossier pays BÉNIN (à paraître en 2010)
- Dossier pays NIGER (à paraître en 2010)
- Dossier pays AFRIQUE CENTRALE (à paraître en 2010)

RÉPERTOIRES DES PARTENARIATS DE LA COOPERATION DÉCENTRALISÉE : 15,00 euros

- franco- polonais (France - Etats-Unis)
- franco- roumains • franco-américains (en anglais)
- franco- tchèques • France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-hongrois • franco-sénégalais
- franco-chinois • franco-togolais
- franco-japonais • franco-burkinabè
- franco- algériens • franco-maliens
- franco-marocains • franco-malgaches
- franco-tunisiens • franco-béninois
- franco-libanais • franco-mauritaniens
- franco-israéliens • franco-camerounais
- franco-palestiniens
- franco-américains

COLLECTION « RÉFLEXIONS » : 15,00 euros

- **L'éducation au développement et à la solidarité internationale** (CUF-Educasol - mars 2010)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)

COLLECTION « RÉFÉRENCE » : 25,00 euros

NOUVEAU !

- **La coopération internationale des collectivités territoriales et PUE : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne** (CUF-AFD, mai 2010)
- Coopération décentralisée et alimentation en Afrique (CUF-CFSI - mars 2010)
- Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international (novembre 2009)
- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (deuxième édition - décembre 2008)

COLLECTION « GROUPE-PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- Dossier pays VIETNAM (2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D (2005)
15 euros
- L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée
10 euros
- Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique - 2 volumes (2000)
10 euros
- Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire : Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? *Rapport complet* en partenariat avec F3E et PAD Maroc (2009)
10 euros
- Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan - 2009)
22 euros
NOUVEAU !
- **Cahiers de la coopération décentralisée**
L'action internationale des collectivités locales - n° 2 - août 2010
30 euros (15 euros pour les adhérents de CUE)
PROMOTION !
- Dossier pays PALESTINE + DVD
« Voter en Palestine » - 35 euros

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom :

Prénom :

Fonction :

Collectivité :

Adresse :

CP : Ville :

Tél. : Fax :

Courriel :

Je joins un chèque deeuros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 euros pour l'étranger

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Katarina FOTIC, responsable des publications
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :
www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org